

Perspectives

N°24/050 – 21 février 2024

INDONÉSIE – Adoubé par Jokowi, le général Subianto s'impose facilement dans les urnes

Appelés aux urnes le 14 février, les 204 millions d'électeurs indonésiens ont massivement fait le choix de la continuité en élisant dès le premier tour Prabowo Subianto, jusqu'ici ministre de la Défense. Ce dernier s'était en effet fait adouber par Joko Widodo, l'ultra populaire président sortant qui ne pouvait pas se représenter après ses deux mandats de cinq ans. Bénéficiant d'un taux d'approbation de près de 70% de la population, il avait brièvement songé à modifier la Constitution pour briguer un troisième mandat avant de renoncer mais de placer son fils comme colistier de Prabowo Subianto. Encore jeune (36 ans), ce poste le positionne sur une rampe de lancement pour l'élection de 2029. Pour conclure cette alliance, Jokowi n'avait pas hésité à lâcher son propre parti à l'Assemblée, le PDI-P, qui présentait un autre candidat.

À 72 ans, l'ancien général Subianto traîne pourtant une réputation douteuse : ancien commandant des forces spéciales sous la dictature de Suharto (qui dura de 1967 à 1998), il aurait activement participé aux répressions contre les résistants du Timor oriental dans les années 1980 et ordonné l'enlèvement et la torture de militants prodémocratie à la fin de la dictature.

Jamais jugé, il fut toutefois exclu de l'armée pour « conduite déshonorante » avant de partir en exil en Jordanie pendant plusieurs années. Candidat malheureux face à Jokowi en 2014 puis en 2019, ce dernier l'avait fait entrer au gouvernement lors de son deuxième mandat comme ministre de la Défense, tout un symbole.

En concluant un accord avec le président sortant, la victoire de Subianto était presque assurée. Il n'empêche que le score obtenu (environ 55% des voix selon les résultats encore provisoires) est largement au-dessus de certaines estimations, qui anticipaient un deuxième tour. Son plus proche concurrent, l'ancien gouverneur de Jakarta, Anies Baswedan aurait obtenu environ 25% des suffrages.

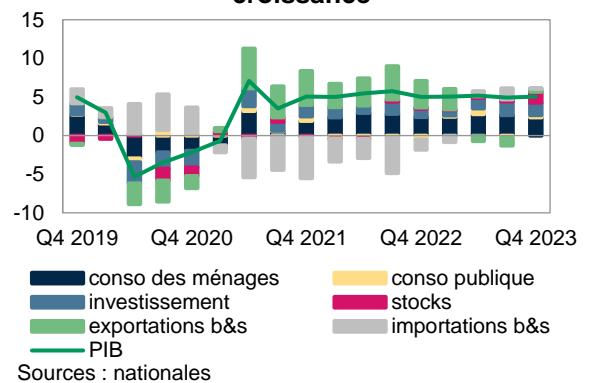
Au-delà des 5%

C'est sans doute ce chiffre qui caractérise le mieux l'économie indonésienne qui, hors Covid, affiche une stabilité déconcertante avec une croissance à 5% depuis environ dix ans. Si cette performance rendrait jalouse n'importe quelle économie de la zone euro, elle reste insuffisante pour un pays comme l'Indonésie, encore au stade d'économie à revenu intermédiaire bas, n'ayant de surcroît pas achevé sa transition démographique.

Si Jokowi peut se targuer d'avoir fait bondir le PIB indonésien de plus de 40% en dix ans, ce taux de 5% demeure insuffisant pour absorber tous les nouveaux entrants sur le marché du travail, dans un pays où l'âge médian reste inférieur à 30 ans et où 25% de la population a moins de 14 ans.

Un long chemin a déjà été parcouru depuis les crises asiatiques de la fin des années 1990, qui avaient laissé une réputation d'économie « fragile » à l'Indonésie, surtout sur le plan monétaire. Depuis, le pays a

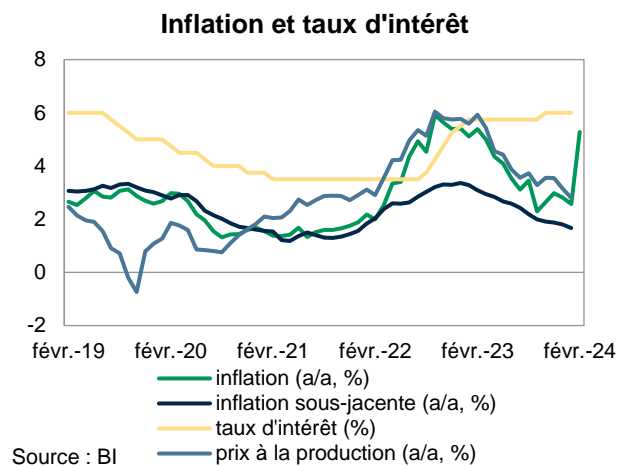
Indonésie : contribution à la croissance



grandement renforcé ses politiques macroprudentielles pour limiter et éviter les chocs liés aux déséquilibres externes. Et avec succès : en 2022 et 2023, la banque centrale a mené une politique monétaire orthodoxe, mais graduelle, afin de ne pas trop étouffer l'activité.

L'inflation est demeurée relativement contenue grâce à l'effet combiné de la politique monétaire et de mesures de contrôle des prix (subventions sur les carburants et certains produits alimentaires, restrictions aux exportations sur l'huile de palme notamment). La roupie indonésienne a tenu le cap face au dollar, bien mieux que la plupart des autres devises émergentes, en ne se dépréciant que de 9% environ par rapport à début 2022, avant le choc inflationniste de la guerre en Ukraine et le mouvement d'appréciation du dollar.

Sur le plan budgétaire, l'Indonésie a renoué avec la rigueur et rempli son objectif d'un déficit public inférieur à 3% du PIB dès 2022 (cette contrainte avait été relâchée en 2020 et 2021 en raison du Covid). Le pays est aussi celui qui présente la dette publique la plus faible des économies de l'Asean et du G20 (environ 38% du PIB). De quoi laisser encore de la marge pour prolonger l'effort en investissements entrepris par Jokowi.



Subianto dans la continuité

C'est d'ailleurs sur cette promesse que Subianto a été soutenu par le président sortant : celle de continuer les dépenses d'investissements en infrastructures, à commencer par le projet de transfert de la capitale sur l'île de Bornéo, chiffré autour de 35 milliards de dollars et qui devrait s'échelonner sur vingt ans. Incarné et porté par Jokowi, la nouvelle équipe sera garante de son exécution, la première partie du chantier devant être livrée dès août 2024. À cela s'ajoutent de nouveaux projets dans le domaine des transports et de l'énergie. Si le pays avait profité de capitaux chinois entre 2013 et 2018, le ralentissement des financements liés aux Nouvelles routes de la soie va le contraindre à chercher de nouveaux investisseurs étrangers.

L'autre enjeu est de réussir à valoriser les ressources naturelles du pays, notamment le nickel. Pour ce faire, l'Indonésie a imposé des taxes sur les exportations de produits non raffinés ou transformés, afin d'encourager les multinationales à remonter les chaînes de valeur sur place, et donc d'exporter des produits à plus forte valeur ajoutée. Pour l'instant, cette stratégie n'a pas vraiment eu l'effet escompté : les capitaux chinois ont afflué, alimentant les craintes européennes et américaines sur cette nouvelle filière. Résultat, la production reste pour l'instant réservée au marché chinois plutôt bas de gamme, et une grande partie de la transformation s'effectue toujours en dehors du pays.

Très protectionniste, ce qui tranche par rapport à ses voisins asiatiques (Malaisie, Philippines, Thaïlande) mieux intégrés, l'Indonésie est encore comme bloquée entre deux stratégies de développement : celle consistant à compter sur son marché intérieur pour assurer sa croissance, et celle consistant à s'ouvrir un peu plus pour que d'autres puissent en profiter.

Cette ambivalence se retrouve aussi au niveau des relations internationales : Jokowi a veillé à conserver une position neutre entre la Chine et les États-Unis, en profitant du meilleur des deux mondes. Gros client des investissements et capitaux chinois, le pays s'est toutefois rapproché militairement du bloc atlantiste. Une ligne de crête difficile à tracer, qui n'est pas sans rappeler celle que son voisin indien – avec lequel l'Indonésie partage de nombreuses similitudes – essaye aussi de dessiner non sans mal. Un « multi alignement » qui pourrait trouver ses limites si les tensions sino-américaines venaient à s'exacerber encore plus.

Article publié le 16 février 2024 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
20/02/2024	France – Des créations d'entreprises toujours vigoureuses en 2023	France
19/02/2024	L'économie britannique est tombée en récession au T4-2023	Royaume-Uni
16/02/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
15/02/2024	ECO Tour 2024 : état de l'économie française secteur par secteur	France
14/02/2024	La fragmentation géopolitique fait évoluer la grammaire du risque pays	Monde
14/02/2024	Italie – Rebond de la production industrielle	Italie
14/02/2024	Thaïlande – Agitation politique, stagnation économique	Thaïlande
12/02/2024	France – L'Insee table sur une croissance modérée au premier semestre	France
09/02/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
09/02/2024	Au-delà du discours politique, les dessous de la smicardisation	France
07/02/2024	Afrique sub-saharienne – Un espace au cœur des stratégies des grandes puissances	Afrique sub-saharienne
06/02/2024	Zone euro – Reprise de l'activité et vitesse de désinflation, le verre à moitié vide	Zone euro
05/02/2024	Parole de banques centrales – La BoE examine la question du calendrier de l'assouplissement à venir, mais ne semble pas aussi pressée que les marchés	Royaume-Uni
02/02/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
01/02/2024	La Chine annonce des mesures de soutien à l'économie après une nouvelle chute des indices boursiers	Asie
01/02/2024	France – Comment les entreprises et les ménages perçoivent-ils la conjoncture début 2024 ?	France
30/01/2024	Royaume-Uni – Les entreprises plus optimistes en janvier, selon les PMI	Royaume-Uni
30/01/2024	France – Conjoncture – Flash PIB : stabilité de l'activité au T4, 0,9% de croissance en 2023	France
29/01/2024	Allemagne – Scénario 2024-2025 : fatigue ou maladie ?	Zone euro
26/01/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
24/01/2024	Chine – Le dragon de bois viendra-t-il à bout de la déflation ?	Asie
23/01/2024	Espagne – Scénario 2024-2025 : une activité encore soutenue	Zone euro
23/01/2024	France – Une inflation toujours élevée en 2023, des chiffres annuels à relativiser	France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les **Études Économiques** et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.